

LES OFFICIELS MAROCAINS MULTIPLIENT LES DÉRAPAGES CONTRE L'ALGÉRIE

L'escalade dangereuse de Rabat

Les attaques marocaines contre l'Algérie prennent désormais des proportions telles qu'elles menacent sérieusement les relations, déjà si aléatoires, entre les deux pays. Quasiment, tous les officiels s'y mettent : le Roi, bien sûr, mais aussi tous les responsables gouvernementaux et diplomatiques du royaume. Le ton est agressif, sans la moindre nuance et sciemment provocateur.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce n'est certes pas la guerre, mais pas tout à fait la paix, non plus ! Mercredi dernier, deux membres du gouvernement du palais, en l'occurrence les ministres de l'Intérieur et de la Communication, reviennent à la charge. Ce dernier ira même jusqu'à s'en prendre à la presse algérienne qu'il traitera de manière méprisante, insinuant qu'elle n'était qu'un instrument de propagande entre les mains du pouvoir algérien.

Pour El Khalfi, «la presse marocaine est indépendante». Entendre, son homologue algérienne ne l'est pas. D'ailleurs, «Le Maroc, quand il veut exprimer une position, il le fait d'une manière claire et directe». En revanche, précisera-t-il, en oubliant tout de

même de préciser au passage que la presse algérienne a arraché son indépendance des années avant que le Makhzan ne tolère une petite ouverture sous contrôle : «La campagne médiatique haineuse menée par certains médias algériens et qui prend parfois des aspects nettement hostiles en particulier à propos de l'affaire du Sahara».

Lui-même, fait-il autre chose qu'une campagne médiatique, politique et diplomatique à la limite d'une vraie déclaration de guerre, contre l'Algérie ? Aucun discours royal, depuis Hassan II à nos jours, le dernier étant celui de Mohammed VI le 30 juillet dernier, n'a jamais épargné l'Algérie.

«Amir El Mouminine» qui s'exprimait à l'occasion du quinzième anniversaire de son intronisation



Mohammed VI.

Photo : DR

n'a pas manqué de nous réserver notre «dose» habituelle. Pour lui, c'est l'Algérie qui bloque l'édification de l'union du Maghreb arabe, qui s'entête à maintenir ses frontières fermées au détriment des aspirations des peuples de la région etc. Sauf que, notre prestigieux voisin a oublié de rappeler les circonstances qui avaient poussé l'Algérie à fermer ses frontières, en 1994. L'Algérie qui, à l'époque, faisait face à un terrorisme d'une ampleur inégalée, sera

indécemment accusée d'avoir commandité les attentats de Marrakech au moment même où Rabat refusait d'extrader un dangereux émigré du GIA, Abdelhak Layada.

Hassan II voulait même en faire une carte de chantage pour amener ses voisins de l'Est à abandonner leur position par rapport au peuple sahraoui. Ces mêmes frontières d'où nous proviennent, de nos jours, de gigantesques quantités de drogue. Des quantités telle-

ment gigantesques qu'elles dénotent une réelle volonté de nuisance qui anime leur pays de provenance.

Le même «travail» nocif est également accompli par les services marocains du côté de nos frontières sud avec le Mali, où le Makhzen instrumentalise même un groupe terroriste dans l'objectif d'entretenir un foyer de tension pour déstabiliser l'Algérie. Plus que jamais isolé sur la scène internationale au sujet du dossier sahraoui, Rabat, c'est connu, recourt systématiquement à cette diversion depuis 1975.

Les desseins expansionnistes du royaume chérifien ne datent ni d'aujourd'hui, ni depuis «la marche verte», ni ne concerne seulement que le Sahara occidental.

Le Maroc, qui ne cesse de revendiquer la réouverture des frontières avec l'Algérie n'a, en réalité, jamais reconnu ces mêmes frontières ! C'est le seul pays, en effet, avec lequel le bornage des frontières n'a jamais été fait avec l'Algérie indépendante...

K. A.

PARTICIPATION DE L'ALGÉRIE À LA COMMÉMORATION DE L'ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT DE PROVENCE EN FRANCE

Alger réchauffe ses relations avec Paris

La participation de l'Algérie à la commémoration des festivités commémoratives des deux Guerres mondiales en France est signe d'un réchauffement des relations entre les deux pays.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'Algérie devait prendre part aux festivités commémorant le 70^e anniversaire du débarquement de Provence hier, à Toulon, au sud de la France. Une mission confiée au Premier ministre, Abdelmalek Sellal, pour représenter le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Prévue à bord du porte-avions Charles-De-Gaulle, ancré au large de Toulon, la cérémonie a été rehaussée par la présence de 27 délégations dont 19 pays africains.

Deux cents vétérans étaient attendus dont 12 survivants algériens de la Seconde Guerre mondiale conviés par le président français, François Hollande. La délégation d'anciens combattants algériens constitue ainsi la plus nombreuse parmi tous les pays invités. Une manière de rendre un «hommage solennel» à tous ces combattants, estime-t-on



Le navire-école Soummam est accosté au port de Toulon.

Photo : DR

du côté français. Représentant les forces navales algériennes, le navire-école Soummam avait accosté mercredi dernier au port français de Toulon, la dernière étape de la campagne d'instruction «été 2014» menée par ce navire après les ports de Kiel, Brest, Oran, Annaba et Gênes.

Sur invitation de la France, l'Algérie participe ainsi pour la seconde fois aux festivités historiques en France.

Représentée par le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, l'Algérie a participé auparavant, le 14 juillet dernier, à la cérémonie commémorative du centenaire «Première Guerre mondiale» aux Champs-Élysées à Paris. Une première dans l'histoire de notre pays. Trois officiers de la Garde républicaine algérienne ont ainsi défilé aux côtés de plusieurs autres pays dont les combattants ont constitué, lors de la Première Guerre mondiale, les plus gros effectifs de l'armée française coloniale.

En un mois, l'Algérie a pris part officiellement à deux manifestations commémoratives historiques en France. Un signe voulu pour démontrer que les relations algéro-françaises sont au beau fixe.

R. N.

MISE EN GARDE AMÉRICAINE À SES RESSORTISSANTS VOULANT SE RENDRE EN ALGÉRIE

Un «non-événement», selon le MAE

Le département américain déconseille à ses ressortissants de se rendre en Algérie. Il évoque, dans une mise à jour de sa liste d'avertissements, des menaces terroristes et d'enlèvement. Une nouvelle mise en garde que le ministère des Affaires étrangères algérien qualifie d'un «non-événement».

Le Bureau des affaires consulaires du Département d'Etat américain a lancé mercredi, le 13 août, un nouvel avertissement à ses ressortissants leur déconseillant de se rendre en Algérie.

Aussitôt, le lendemain, jeudi, le ministère algérien des Affaires étrangères (MAE) réagit.

Dans une déclaration rapportée par l'APS (Agence presse service), le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali-Chérif, estime que cette dernière mise en garde des Etats-Unis à l'encontre de ses citoyens sou-

haitant se rendre en Algérie constitue «un non-événement».

Il s'agit, selon ce dernier, d'une «version d'un texte routinier et répétitif qui est livré aux ressortissants américains se trouvant en Algérie ou souhaitant s'y rendre pour des considérations liées à la législation de leur pays».

Le document américain souligne «qu'en dépit d'une forte présence policière dans les grandes villes, des attaques peuvent potentiellement avoir lieu».

Le département américain désigne Aqmi (Al Qaida au

Maghreb islamique) et le Mujao (le Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest) comme deux groupes terroristes toujours actifs en Algérie.

Cette affirmation, répond le porte-parole du MAE, est «tout aussi infondée que la prétendue alerte du 4 juillet dernier relative à des risques d'attaques contre des établissements hôteliers à Alger».

Benali Cherif s'interroge, par ailleurs, sur «l'effet d'accoutumance à des formules stéréotypées qui continuent d'être appliquées à l'Algérie, alors même que notre pays a, en termes stratégiques, défait le terrorisme et pris place, depuis longtemps, parmi les acteurs-clés de la coopération anti-terroriste dans le monde».

Ce document, poursuit le porte-parole, «qui ne renseigne utilement



Le ministère de Lamamra serein.

Photo : New Press

ni sur les réalités vérifiables de la situation sécuritaire en Algérie, ni sur la qualité du partenariat algéro-américain dans nombre de domaines essentiels a, malencontreusement, pour conséquence de

détourner l'attention des véritables théâtres où la persistance et la montée du terrorisme appellent une vigilance et une mobilisation accrues.

Synthèse S. A.